

LES PRIORITÉS DU GROUPE VERTS/ALE POUR LE MANDAT 2024-2029



Sommaire

UN PACTE VERT ET SOCIAL 3

Lutter contre le dérèglement climatique et protéger la nature 3

Pour une législation industrielle verte..... 4

Investissements - mobiliser les investissements publics et privés pour répondre aux besoins des transitions verte, numérique et industrielle..... 4

Des exploitations plus saines, durables et prospères pour une meilleure agriculture..... 5

Promouvoir la santé pour toutes et tous en Europe..... 5

Politique sociale - concrétiser le pilier européen des droits sociaux 6

Améliorer la durabilité et la protection des consommatrices et des consommateurs dans le marché unique (numérique) 6

DÉMOCRATIE, ÉTAT DE DROIT ET DROITS FONDAMENTAUX 7

Agir rapidement en faveur de la démocratie et de l'État de droit..... 7

Créer un espace civique fort et dynamique 7

Union de l'égalité 2.0 - justice raciale, égalité des sexes, égalité des droits et liberté pour toutes et tous 8

Migration : garantir le respect des droits humains 8

PAIX, SÉCURITÉ ET DROITS HUMAINS 9

Le groupe Verts/ALE s'engage à construire une Union européenne plus juste et plus prospère qui protège les citoyennes et les citoyens, la planète et notre démocratie commune.

Face à la montée de l'extrême droite radicale en Europe et à des régimes autocratiques qui conspirent pour saper la paix et la démocratie sur notre continent commun, l'Europe est confrontée à un test existentiel. Nous sommes déterminé·e·s à travailler pour faire barrage à l'extrême droite, à agir rapidement pour protéger notre démocratie et à créer de la prospérité et des emplois de qualité grâce à un Pacte vert et social.

Nous pensons que le prochain mandat de la Commission européenne devra se concentrer sur un Pacte vert et social pour une transition juste, la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits fondamentaux dans l'Union européenne ainsi que la défense de la paix, de la sécurité et des droits humains dans le monde.

UN PACTE VERT ET SOCIAL

L'Union européenne doit être le chef de file mondial d'une transition juste vers des sociétés durables. **Nos propositions de Pacte vert et de Pacte social permettront de lutter contre la crise du coût de la vie** en investissant dans les biens essentiels dont nous avons toutes et tous besoin et dans les services publics que nous méritons toutes et tous, tout en s'attaquant à la crise climatique. L'écologisation de notre économie est une occasion historique de créer des emplois et d'améliorer notre qualité de vie tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte. C'est pourquoi cette Commission ne doit pas revenir sur le Pacte vert et doit mettre en œuvre toute la législation votée dans le mandat précédent tout en maintenant les mêmes ambitions pour le prochain mandat.

Lutter contre le dérèglement climatique et protéger la nature

La crise climatique, la destruction de la nature et la surexploitation des ressources menacent notre bien-être et notre richesse et même notre sécurité. **Les dommages causés aux vies et aux moyens de subsistance par la crise climatique - maisons inondées et exploitations agricoles en faillite - augmentent chaque année.** L'Union européenne doit montrer la voie en matière d'action climatique, en faisant de l'accord de Paris ainsi que de l'objectif de neutralité climatique de l'Union européenne une réalité. C'est pourquoi, il est nécessaire de fixer un objectif climatique pour 2040 d'au moins 90 % et jusqu'à 95 %, sous-objectifs compris. Pour atteindre ces objectifs, l'Union européenne doit s'engager à éliminer progressivement les combustibles fossiles, donnant ainsi l'exemple à la COP30 au Brésil.

Le changement climatique nous concerne toutes et tous. Les inondations et les sécheresses sont de plus en plus fréquentes, y compris dans l'Union européenne. **L'adaptation au dérèglement climatique** doit être au centre de notre action, avec une attention particulière pour **la résilience de l'eau** afin de protéger les réserves d'eau critiques et d'assurer un accès équitable, de mettre fin aux prélèvements excessifs et non durables et de protéger/restaurer les paysages naturels «éponges»...

Pour protéger notre nature si précieuse, nous avons besoin d'un **Pacte pour les océans, les mers, les rivières et l'économie bleue**. Un **Fonds européen pour la nature** sera également essentiel pour accélérer la mise en œuvre des objectifs mondiaux en matière de biodiversité et pour atteindre **l'objectif d'au moins 30 % de zones terrestres et marines vraiment protégées d'ici à 2030**.

Pour une législation industrielle verte

La transition écologique est le plus grand défi de notre génération et une course que l'Europe ne peut se permettre de perdre. Pour y arriver, nous avons besoin d'une politique industrielle tournée vers l'avenir. L'écologisation des industries européennes par l'investissement est une opportunité énorme pour l'emploi, la compétitivité et la neutralité climatique. Nous demandons qu'un **plan d'investissement industriel vert** soit mis en place dans les 100 premiers jours. Il devra inclure un plan de décarbonisation des secteurs industriels clés tels que les industries à forte intensité énergétique (acier, ciment, aluminium...) afin de préparer l'industrie européenne à l'avenir, de reconstruire notre capacité de production et de faire des entreprises européennes des leaders. Cette stratégie devra, également, inclure des mesures visant à **stimuler la production locale de technologies renouvelables clés (pompes à chaleur, batteries, panneaux solaires photovoltaïques ou éoliennes)**, qui devront être financées par la réaffectation des subventions européennes et nationales aujourd'hui allouées aux combustibles fossiles.

Nous avons besoin d'une coordination renforcée et d'une prise de décision stratégique au niveau européen sur les stratégies industrielles, les investissements et le développement des infrastructures, grâce à un **nouveau cadre de planification industrielle transnationale (TEN-I)**, ainsi que d'un soutien aux infrastructures numériques. En outre, **une législation sur les achats durables (Buy Sustainable Act) de l'Union européenne et une révision de la directive sur les marchés publics** créeront des marchés pilotes pour les technologies renouvelables et les produits verts.

Cette nouvelle Commission devra présenter de nouveaux objectifs pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique après 2030 afin d'accélérer la transition vers une économie entièrement basée sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique d'ici 2040. Cela créera des emplois et réduira les coûts de l'énergie.

La mobilité est cruciale pour toutes et tous, tous les jours, tant pour les citoyennes et les citoyens que pour nos entreprises. Nous voulons **construire un système de transport durable pour toutes et tous, basé sur les transports publics et le rail. Cela implique un transfert vers de nouveaux modes de transport. Un règlement pour la mise en place d'une plateforme unique de réservation et de billetterie en ligne** permettrait à des millions d'Européennes et d'Européens de voyager plus facilement d'un pays à l'autre grâce à l'achat d'un seul billet sur une seule plateforme. Décarboner le secteur des transports signifie également accélérer l'électrification du transport routier.

Investissements - mobiliser les investissements publics et privés pour répondre aux besoins des transitions verte, numérique et industrielle

Relever les défis géopolitiques, sociaux et climatiques actuels nécessitera des investissements publics et privés considérables. Pour éviter que les coûts sociaux et économiques explosent, la Commission devra créer un **Fonds de transition écologique et sociale d'au moins 1 % du PIB de l'Union européenne**. Ce fonds sera financé par des emprunts conjoints similaires à ceux de NextGenEU afin de s'assurer que nos objectifs climatiques soient atteints d'une manière socialement responsable et sans qu'aucun pays ne soit laissé pour compte.

En outre, l'Union européenne devra **compléter l'Union des marchés de capitaux** avec un superviseur commun pour les entités transfrontalières et la suppression des obstacles au financement et à l'investissement transfrontaliers dans le cadre de l'expansion de l'économie durable. Ces mesures devraient s'accompagner d'une **relance de l'agenda de la finance durable**.

L'Union européenne a besoin d'une **fiscalité équitable** et d'une **imposition minimale effective des plus-values**. Ces mesures devront s'accompagner d'un transfert concerté de la fiscalité du travail vers les pollueurs, les grandes entreprises et les plus riches.

Des exploitations plus saines, durables et prospères pour une meilleure agriculture

La façon dont nous produisons et consommons nos aliments a une grande influence sur notre santé, notre environnement et la rémunération des agricultrices et des agriculteurs. Nous voulons réformer la Politique agricole commune de l'Europe afin de nous éloigner du modèle d'agriculture agro-industrielle et de nous orienter vers des formes d'agriculture durables, comme l'agriculture biologique et l'agroécologie. Les récentes manifestations d'agriculteurs ont clairement montré que nous avons besoin d'un **nouveau pacte afin de leur garantir un revenu décent, de rendre l'agriculture européenne plus résistante** au changement climatique et à la perte de biodiversité et de veiller à ce que les **petites fermes reçoivent leur juste part des subventions agricoles de l'Union européenne**. Une telle réforme devra inclure un **plafonnement du financement de la PAC** et **garantir que la production agricole ne soit pas vendue à perte**.

Nous plaidons en faveur d'une **nouvelle loi européenne sur les systèmes alimentaires durables** afin que les citoyennes et les citoyens puissent savoir ce que contient leur nourriture, d'où elle vient et comment elle a été produite. Cela encouragera des régimes alimentaires sains et durables tout en garantissant des conditions de travail dignes et un revenu équitable pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. La nouvelle Commission devra présenter **une nouvelle proposition sur les pesticides** et compléter le paquet sur le bien-être animal, afin, notamment, que les animaux ne soient plus jamais élevés en cage.

Promouvoir la santé pour toutes et tous en Europe

Une Union européenne de la santé devra garantir une couverture sanitaire abordable et universelle et promouvoir une approche unique de la santé. La pandémie de COVID-19 a confirmé la nécessité d'**investir dans la formation du personnel de santé, les établissements de soins, les fournitures médicales et la surveillance de la santé publique afin de protéger la santé publique** et de promouvoir le bien-être. Des fonds devront aller au système de santé publique, qui est le mieux placé pour répondre aux besoins de toutes et tous, et pas seulement de celles et ceux qui peuvent se le permettre.

La mise en œuvre du «principe du pollueur-payeur» peut être réalisée grâce à **une révision ambitieuse de la directive sur la responsabilité environnementale**. Des limites plus strictes en matière de pollution permettront de protéger l'air que nous respirons et l'interdiction des substances chimiques dangereuses contribuera à prévenir les problèmes de santé. Nous avons donc besoin d'**une révision de la législation REACH**, conformément aux engagements de la stratégie sur les produits chimiques pour le développement durable. Nous demandons également **un règlement pour éliminer progressivement les PFAS**, en autorisant des exemptions limitées dans le temps uniquement lorsque cela est strictement nécessaire.



Politique sociale - concrétiser le pilier européen des droits sociaux

Jusqu'à présent, la politique sociale s'est principalement concentrée sur les travailleuses et les travailleurs et n'a pas suffisamment veillé à **garantir l'accès de toutes et tous aux biens et aux services de base**. Cela nécessitera un plan d'action solide pour converger vers une norme minimale décente de services sociaux et de protection pour toutes et tous. Ce plan devra comprendre **une réponse européenne à la crise du logement** afin de garantir l'accès de toutes et tous à un logement décent.

La Commission européenne devra présenter **une directive-cadre sur la transition juste**. Nous voulons garantir une approche à l'échelle de l'Union européenne pour réduire les inégalités en maximisant les bénéfices et minimiser les coûts de la transition.

L'Union européenne a besoin de législation et d'investissements pour réduire la pauvreté, conformément à la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté. En outre, nous nous battons pour **une directive sur le revenu minimum** dans le cadre du pilier social européen.

Le plan d'action 2025 pour les droits humains contribuera à l'objectif de diviser la pauvreté au moins par deux dans tous les États membres d'ici à 2030.

Tout au long de la transformation de l'économie de l'Union européenne, il sera essentiel de renforcer la voix des travailleuses et des travailleurs par le biais de la négociation collective et d'une véritable consultation. Il faudra donc veiller à ce que **les entreprises recevant des fonds publics** respectent les normes sociales et environnementales les plus strictes.

L'Union européenne a besoin d'un « Pacte sur le soin » ("EU Care Deal"), comprenant la ratification des conventions de l'OIT sur les travailleuses et les travailleurs domestiques, le personnel soignant, la violence et le harcèlement.

Améliorer la durabilité et la protection des consommatrices et des consommateurs dans le marché unique (numérique)

Nous plaidons pour des **règles claires contre l'utilisation de pratiques addictives et pour la fin de la personnalisation des prix** : les prix en ligne doivent être transparents et équitables, les consommatrices et les consommateurs ne doivent pas voir les prix être calculés en fonction de la configuration de leur appareil, de leur adresse ou d'autres données personnelles. Il est **également nécessaire de lutter contre les pratiques trompeuses** en ligne par le biais d'une loi sur l'équité numérique.



DÉMOCRATIE, ÉTAT DE DROIT ET DROITS FONDAMENTAUX

Agir rapidement en faveur de la démocratie et de l'État de droit

L'un des plus grands coups portés au progrès européen ces dernières années a été le développement de tendances autoritaires au cœur de l'Europe. Nous devons veiller à ce que les fonds européens ne disparaissent pas dans les poches des autocrates et de leurs amis. Nous devons **déclencher la procédure de l'article 7(2) du Traité sur l'Union européenne (TUE) dans le cas de la Hongrie**. La Commission devra s'engager à **déclencher des procédures d'infraction** pour non-respect des valeurs de l'Union européenne, y compris en infligeant des amendes monétaires lorsque des jugements ont été prononcés, et garantir l'application du **règlement sur la conditionnalité de l'État de droit**.

Une **convention** chargée d'entamer les négociations sur les **modifications du traité** devra être mise en place, comme l'ont proposé les citoyennes et les citoyens, en vue d'améliorer le fonctionnement de l'Union européenne, d'accroître sa capacité d'action et de renforcer la voix des citoyennes et des citoyens, la démocratie et l'obligation de rendre des comptes.

La législation européenne doit fonctionner pour les jeunes : nous demandons à l'Union européenne de donner la priorité et d'intégrer les jeunes dans les politiques européennes, d'institutionnaliser **les dialogues avec les organisations représentatives de la jeunesse** et les agoras citoyennes de la jeunesse et de renforcer le programme Erasmus.

Créer un espace civique fort et dynamique

Les organisations de la société civile sont au cœur de toute démocratie. Nous demandons une **directive européenne sur les normes minimales de protection des organisations de la société civile dans tous les États membres**, afin de protéger la société civile et les militantes et les militants contre toutes les formes d'attaques, de discrimination et de harcèlement.

Nous avons besoin d'un **cadre européen pour empêcher la concentration et le monopole des médias** et pour permettre aux journalistes de travailler librement et en toute sécurité. Nous demandons des mesures de protection de **la sécurité des citoyennes et des citoyens** qui **respectent pleinement les droits fondamentaux**, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice européenne, en particulier en ce qui concerne **la conservation des données**.



Union de l'égalité 2.0 - justice raciale, égalité des sexes, égalité des droits et liberté pour toutes et tous

Le racisme est un défi structurel et systémique en Europe. Il doit être traité comme tel. La justice raciale et l'égalité des genres devront être intégrées dans toutes les politiques de l'Union européenne. Nous appelons à l'adoption de **la directive anti-discrimination, d'un plan d'action européen ambitieux sur la lutte contre le racisme au-delà de 2025 et d'une législation visant à lutter contre le racisme et la discrimination par les forces de l'ordre et par l'intelligence artificielle**, telle que la révision de **la décision-cadre sur la lutte contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie** au moyen du droit pénal. L'Union européenne devra, également, encourager la diversité culturelle et linguistique.

Nous avons besoin de **lignes directrices de la Commission sur la mise en œuvre de la directive sur la violence fondée sur le genre** pour garantir qu'elle soit appliquée en respectant des normes élevées et en pleine conformité avec **la Convention d'Istanbul**. **Une nouvelle stratégie pour l'égalité LGBTQIA+** devra combler les lacunes législatives dans les domaines de la non-discrimination et des crimes de haine. Face à l'acharnement contre l'autonomie corporelle et les droits des femmes, nous exigeons un accès aux droits sexuels et reproductifs pour toutes et tous. **La santé et les droits sexuels et reproductifs, y compris le droit à un avortement sûr, sont des droits fondamentaux**. Ils devront être inclus dans **la Charte des droits fondamentaux**. L'avortement sûr et légal doit être disponible dans tous les États membres de l'Union européenne.

Migration : garantir le respect des droits humains

Nous soutenons un système d'asile et de migration équitable qui respecte les droits humains et la dignité, fondé sur la solidarité et le partage des responsabilités. Nous suivrons de près la mise en œuvre du pacte sur l'asile et la migration. L'Union européenne doit veiller à ce que les droits fondamentaux soient respectés aux frontières de l'Europe et nous demandons à la Commission d'intensifier ses actions en ce sens à travers de **procédures d'infraction et d'un contrôle systématique des droits fondamentaux**.



PAIX, SÉCURITÉ ET DROITS HUMAINS

L'Union européenne doit faire davantage pour garantir la paix, en particulier dans notre voisinage.

Nous sommes aux côtés de l'Ukraine et exprimons notre solidarité sans faille avec le peuple ukrainien. L'Union européenne et ses partenaires doivent **fournir à l'Ukraine tout le soutien politique, militaire, économique, infrastructurel, financier et humanitaire nécessaire**. Les États membres doivent augmenter considérablement leur aide militaire et la Facilité européenne de soutien à la paix doit se voir attribuer un budget pluriannuel solide. Par ailleurs, la vitesse des livraisons d'armes doit augmenter de manière significative, les pays ayant les plus grandes capacités industrielles de défense doivent donc en prendre la plus grande part.

Le moyen le plus sûr de garantir la paix dans notre voisinage est, toutefois, la politique d'élargissement de l'Union européenne. Nous devons **profiter de l'élan actuel pour avancer, enfin, sur cette voie**.

Dans le cadre d'**une politique européenne proactive pour le Moyen-Orient**, l'Union européenne doit œuvrer pour la paix entre la Palestine et Israël. Nous appelons également à un engagement renouvelé en faveur de la solution à deux États et à une initiative de paix de l'Union européenne afin de restaurer un horizon politique pour une paix juste, globale et durable entre Israël et la Palestine.

Dans le même temps, la guerre en Ukraine remet en cause notre conception de la sécurité et nous oblige à l'envisager de manière plus globale. L'Union européenne doit donc repenser sa politique de sécurité et de défense et la mettre à l'abri des crises. Nous demandons la mise en place d'une facilité hors budget alimentée par **la mise en commun d'une partie des budgets nationaux de défense**. D'ici la fin de la prochaine législature, **la recherche, le développement et l'acquisition de matériel militaire en commun doivent devenir la règle** et ne doivent plus être l'exception. Parallèlement, l'Union européenne a également besoin d'**une politique d'exportation d'armes responsable**.



Nous devons nous opposer à l'extrême droite, aux forces illibérales et réactionnaires et à l'autoritarisme dans le monde. Ils représentent une menace existentielle pour notre liberté, notre sécurité et notre prospérité. Nous devons commencer par **prendre les décisions de politique étrangère à la majorité qualifiée, et non plus à l'unanimité.**

Nous plaidons en faveur d'une **stratégie cohérente de soutien aux défenseuses et aux défenseurs de la démocratie et des droits humains** dans le monde, y compris **un accès facilité aux visas de l'Union européenne et un accueil temporaire pour les défenseuses et les défenseurs des droits humains et les journalistes en danger.** Nous demandons, également, un mandat de l'Union européenne pour la négociation de **l'instrument contraignant des Nations unies relatif aux entreprises et les droits humains.**

Nous devons, également, **veiller à ce que les politiques de l'Union européenne en matière de commerce et d'investissement respectent le principe de « ne pas nuire » et ne se fassent pas au détriment des droits humains,** en les alignant sur les objectifs de développement durable et, en particulier, sur la protection sociale, environnementale et climatique.

Les pays du Sud seront de plus en plus importants et nous devons nous engager davantage à leurs côtés. Nous voulons mettre pleinement en œuvre **la cohérence des politiques pour le développement,** en particulier dans les domaines du commerce et des finances, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie, de la politique climatique et des migrations.

Nous plaidons en faveur d'une **nouvelle stratégie pour les relations UE-Afrique,** basée sur un partenariat équitable, ancrée dans les luttes anticoloniales et prête à soutenir les populations locales et la société civile dans leur appel à une meilleure gouvernance, à la paix et au respect des ressources naturelles et de l'environnement.

Nous défendons **une politique étrangère et de développement féministe** pour l'Union européenne.

Pour en savoir plus sur nos travaux, vous pouvez consulter [notre site](#), vous inscrire à [notre infolettre](#) et à [notre chaîne Telegram](#) et nous suivre sur les réseaux sociaux :

 [@euroecolos](#)

 [@euroecolos](#)

 [euroécolos](#)

 [europeecologie](#)

